Le gouvernement refuse de publier les résultats des tests antidrogue de ses ministres et de leurs cabinets

26/06/2026 à 9h50



Les résultats de la campagne de dépistage de stupéfiants menée au sommet de l'État ne seront pas rendus publics. Lancée après une demande de Sébastien Lecornu d'organiser des contrôles « inopinés », cette opération concerne les ministres, les membres des cabinets, des hauts fonctionnaires comme les préfets et les ambassadeurs, ainsi que des agents ayant accès à des informations sensibles.

Selon l'entourage du Premier ministre, cité par l'AFP, cette campagne a été engagée « au nom de l'exemplarité et de la sécurité de l'État ». Mais Matignon refuse de communiquer les noms des personnes éventuellement contrôlées positives. « On n'est pas un tribunal », justifie l'entourage du Premier ministre, qui précise : « On n'entend pas pour autant rendre publics les noms » des agents concernés.

L'initiative, lancée le 16 juin dans le cadre du « changement d'échelle » de la lutte contre le narcotrafic voulu par l'exécutif, a suscité des réactions contrastées dans les administrations. Un conseiller ministériel a interrogé la

légalité de la circulaire et dénoncé le risque « d'instaurer un rapport de défiance ». Un autre a au contraire salué la démarche, estimant qu'« on ne peut plus avoir de complaisance vis-à-vis de cette consommation », qui touche « tous les milieux ».

En cas de test positif, le gouvernement se séparerait des personnes concernées en toute discrétion. Selon TF1info avec l'AFP, cela s'est déjà produit ces derniers mois avec un conseiller chargé des questions agricoles et un haut fonctionnaire de Bercy.

TF1